L'étudiant est-il un consommateur d'éducation

Autor(en): **Usunier, Jean-Claude**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **62 (2004)**

Heft 1: **Dépenses publiques, croissances et développement**

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-141512

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

REVUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, MARS 2004

L'ÉTUDIANT EST-IL UN CONSOMMATEUR D'ÉDUCATION?

Jean-Claude USUNIER
Ecole des Hautes études commerciales (HEC)
Université de Lausanne
jusunier@hec.unil.ch

1. Introduction

«Je vous annonce que l'année prochaine je ferai les cours obligatoires avec la conscience que j'y ai toujours montré ; mais je doute que je ferai des cours extraordinaires car les étudiants ne sont pas de bons payeurs ; ils veulent savoir, mais ne veulent pas payer, conformément à cette parole : Tous veulent savoir, mais aucun ne veut acquitter le prix.»

Cette citation d'Odofredus, célèbre juriste de Bologne, court extrait des *Intellectuels au Moyen Age* de Jacques Legoff (Seuil, 1957, 1985, pp. 106-107) montre que la question de la consommation (et du paiement) dans l'enseignement supérieur est posée depuis plus de huit siècles. Cette question est en pleine actualité du fait que l'enseignement supérieur européen, qui reste pour la plus grande part gratuit et sous contrôle public, est sous pression de faire de mieux en mieux avec des budgets par étudiant qui sont entre la moitié et le tiers des universités nord-américaines. D'où un débat sur la participation de l'usager au coût du service public de l'enseignement supérieur.

Le propos de cette contribution est d'éclairer la question de l'étudiant consommateur. Je le fais principalement à travers une conversation structurée avec les étudiants à l'occasion d'une émission de la radio du Campus lausannois, Fréquence Banane, commune à l'EPFL et à l'Université de Lausanne[1]. Les premières sections de cet article consignent nos discussions, évidemment un peu réécrites et réorganisées, pour pallier les faiblesses du style oral.

Les dernières sections tentent de mettre en perspective la question de l'étudiant consommateur avec celle de la participation des étudiants au coût des études supérieures. La question est loin d'être simple et toutes les prises de positions simplistes risquent d'obscurcir le débat, plutôt que de le clarifier et de nous conduire vers de bonnes décisions collectives. Le but de ces lignes est d'apporter quelques éléments de base à cette réflexion, en se fondant non pas seulement sur les pratiques pédagogiques vues par l'enseignant, mais aussi sur la perception qu'en ont les étudiants.

2. Coût des études supérieures, gratuité, et marchandisation

Fréquence Banane : Nous allons nous demander si l'étudiant consomme de l'éducation. Il me semble que l'éducation suisse est en pleine effervescence pour savoir s'il conviendrait de faire payer les études supérieures.

JCU : Il y a quelques débats sur ce sujet, j'ai même vu un manifeste en faveur d'une Suisse qui exporte son éducation, qui se prononce en faveur de faire payer les étudiants et de faire de l'enseignement supérieur une activité marchande comme les autres (Edics, 2002)

Fréquence Banane : L'éducation suisse semble être au carrefour de l'éducation européenne et de l'éducation américaine. Les étudiants suisses paient un peu plus qu'en Allemagne ou France mais moins qu'aux Etats-Unis, pays où les frais d'études supérieures sont exorbitants.

JCU : La Suisse est très européenne sur ce point car le principe des études gratuites y reste très fort[2]. La Suisse est bien intégrée au plan international ; de ce fait l'influence américaine se fait sentir. Cependant cette influence reste faible sur l'aspect «éducation marchande», en particulier sur la question de l'éducation payante.

Fréquence Banane : Vous venez d'évoquer l'éducation marchande. Lors de la consommation d'un bien ou d'un service nous nous trouvons soit dans la sphère marchande soit dans un espace non marchand. Est ce que l'Université se situe également dans ce genre de distinction ?

JCU : L'Université est située dans une sphère principalement non marchande. Les usagers du services public d'enseignement supérieur paient un faible montant correspondant à environ 500 francs par semestre. Il faut ajouter à cela les livres ainsi que la prise en charge des frais de vie de l'étudiantE. Ce n'est donc pas strictement gratuit. La vraie gratuité combine des études strictement non payantes avec la prise en charge totale ou quasi totale des frais de vie (logement, nourriture), ce qui se fait très peu dans les pays d'Europe. Le Danemark est, à ma connaissance, un des rares pays à offrir cette gratuité totale.

Fréquence Banane : Mais, la question est de savoir si, de manière générale, il est possible de parler de consommation que l'on soit dans la sphère marchande ou dans la sphère non marchande ? Ou faut-il nécessairement se situer dans l'univers marchand pour pouvoir parler de consommation ?

JCU : Il est possible de parler de consommation même dans la sphère non marchande. De ce point de vue, l'étudiant de l'UNIL, ou de l'EPFL même s'il paye une somme relativement faible, pourrait être perçu comme un consommateur. Si l'on pousse d'ailleurs ce point de vue à l'extrême, pourquoi ne pas consommer sans payer ?

Fréquence Banane : Nous rentrons dans le vif du sujet, celui de savoir si l'étudiant suisse, européen ou américain consomme de l'éducation. Nous avons parlé avec des américains, venus étudier en Suisse, et qui voyaient l'étudiant suisse comme se comportant comme un pur consommateur d'éducation (venant ou ne venant pas en cours, usant de sa liberté académique pour se faire un programme sur mesure, etc.). En revanche leur perception était, paradoxalement, qu'aux Etats-Unis l'éducation n'est pas de la consommation, même si elle est sensiblement plus chère qu'en Europe. L'implication des étudiants en petite classe aux Etats-Unis les induit plus fortement à être partie-prenante du processus éducatif, à devenir en quelque sorte plus producteurs de leur propre formation.

3. Activité et passivité dans la consommation d'éducation

JCU : Nous avons déjà quelque peu évoqué ce point. Pour moi, l'étudiantE n'est pas vraiment un(e) consommateur(trice) d'éducation. Lorsqu' il quitte l'amphithéâtre ou lorsqu'il décide d'user de sa liberté académique, il n'est pas consommateur ou alors il est un consommateur **actif**. Il fabrique sa propre formation à partir d'un certain nombre d'options et d'enseignements qui lui sont offerts. Il est de ce point de vue réellement actif. Si l'on assimile la consommation à une relative passivité (ouvrir la bouche et gober ...), alors l'étudiant ne peut pas réellement être considéré comme un consommateur.

Fréquence Banane : Vous pensez qu'en général, selon le point de vue américain, la consommation serait passive. Ou serait-ce plutôt l'effet de masse ? Ou bien encore la non interaction entre le professeur et

l'étudiant ? Ou finalement, serait-ce une certaine forme de passivité chez l'étudiant ?

JCU : La passivité peut être perçue comme un élément typique de la consommation. Cependant cette dernière n'est pas toujours passive. Particulièrement la consommation des biens suppose une activité de transformation destructive pour en tirer une satisfaction. Par exemple, vous ne pouvez pas espérer que quelqu'un va vous verser un yaourt directement dans la bouche. C'est à vous de mettre la cuillère dans le pot, de la porter à votre bouche et de l'ingérer. Ce besoin d'action et d'interaction est encore plus présent dans le cas des services et l'éducation fait précisément partie du secteur des services. Le vrai résultat de l'éducation ne peut s'obtenir que dans l'interaction. L'étudiant ne peut donc être complètement passif.

Fréquence Banane : Cependant, on peut inférer de la réaction de ces étudiants américains en Suisse que, pour eux, cette forme de consommation passive d'enseignement supérieur n'existerait pas en Amérique du Nord. Si l'on prend l'exemple d'une pièce de théâtre dans laquelle vous êtes un simple spectateur, vous « consommez » la pièce de théâtre, et ceci indépendamment du fait de savoir si vous payez ou non. En revanche, si vous participez à cette pièce parce qu'elle est construite comme une interaction complète entre les comédiens et le public, cela ne peut plus du tout être assimilé à une forme de consommation passive mais à une forme active de participation. Cette vision dissocie clairement consommation et participation.

JCU : Vous privilégiez l'axe passivité/activité, l'axe écouter/être interactif, ou encore écouter/parler. Dans cette mesure, il faut distinguer le premier cycle des études universitaires, durant lequel l'étudiant est plutôt passif, et les deuxième et troisième cycles, durant lesquels, par le choix de ses cours et à travers plus d'interactivité avec les enseignants, l'étudiant est infiniment moins un consommateur passif.

Fréquence Banane : En fait, notre point de vue sur la passivité s'explique par le fait qu'a priori e nous pensons que plus d'interaction entraînera des coûts accrus pour l'Université.

JCU : Il est inévitable de considérer la dimension budgétaire. L'interaction entre les étudiants et les enseignants consomme énormément de temps, donc d'argent. Les étudiants totalement interactifs ont, par exemple, un accès illimité aux emails des professeurs. Le temps nécessaire pour répondre à un amphithéâtre de 300 personnes multiplié par le nombre de cours enseignés peut rendre la situation ingérable pour les professeurs. Fort heureusement, jusqu'à présent les étudiants n'abusent pas de ce système.

Fréquence Banane : Il faut prendre en compte les formes de la consommation d'éducation. Aux Etats-Unis, le fonctionnement général implique que l'étudiant choisit des options et se trouve dans des classes à 30 ou 40. Certes, il y a parfois des cours en amphithéâtre, mais c'est assez marginal. Dans ces cours, l'enseignant connaît l'ensemble de ses élèves et ils ont une interaction complète. Par exemple, un ami qui se trouve à l'université de Notre Dame a très bien réussi l'examen : il a reçu un email personnel de l'enseignant responsable du cours pour le féliciter[3]. A l'inverse, ici à Lausanne, quelqu'un qui se promène dans les couloirs de l'université peut accéder à n'importe quel cours, quand il veut et où il veut. Si je souhaite assister à un cours de médecine, je peux aller suivre un cours de première année de médecine. Il existe quand même une certaine dimension de consommation dans le fait que l'étudiantE peut accéder à ce qu'elle veut, quand elle le veut.

JCU : Dans la consommation, il y a certes une nuance de liberté. Mais la personne usant de cette liberté devient active. Au tout début du processus, il peut exister une certaine passivité. Cependant elle disparaît lors du choix (*consumer decision making*), qui est intrinsèquement actif. Si vous ne suivez pas les cours de médecine, c'est que vous avez fait un choix concernant votre formation et que la médecine n'en fait pas partie. Les décisions prises sont le résultat d'une activité de la personne. Elles engendrent une forme de comportement actif (en réflexion avec soi même) qu'il faut différencier de l'interactivité (en réflexion avec autrui). Le système

américain génère plus de cette interactivité dynamique, avec autrui[4], et c'est la principale raison de son coût élevé, en tous cas infiniment supérieur à celui des pays européens.

4. Le système d'enseignement supérieur aux Etats-Unis

Fréquence Banane : Vous avez enseigné aux Etats-Unis dans une éducation payante et en suisse dans un système d'éducation «non payante». Quel système avez-vous préféré ? Quelles sont les différences ?

JCU : En fait les différences n'étaient pas très grandes du fait que j'ai enseigné dans une des Universités de l'Etat de Californie (qui dispose de deux systèmes d'universités publiques, UC et CalState). Dans l'enseignement supérieur américain, le système des universités d'Etat est le plus comparable avec notre système européen. Néanmoins, les frais d'inscription des étudiants sont nettement plus élevés qu'en Suisse, malgré le fait que ces universités soient publiques. Ils s'élèvent à environ 5000 francs par semestre pour des étudiants originaires de l'Etat.

Fréquence Banane : Soit 10 fois plus qu'ici environ.

JCU : Si une conversion du système des universités suisses en faveur du système américain public était effectuée, les étudiants devraient payer une dizaine de milliers de francs par année. Cette somme augmenterait sensiblement le budget[5], permettant ainsi d'améliorer l'interaction pédagogique au quotidien, sans pour autant constituer un coût d'éducation démesuré proche d'un système marchand. Une éducation totalement marchande serait effectivement beaucoup plus onéreuse.

Fréquence Banane : N'est-ce pas justement ce qu'il est actuellement question de faire : introduire un système de paiement de l'étudiant au sein d'une université publique ?

JCU : Je ne pense pas que l'évolution actuelle aille dans ce sens. On ne constate pas de volonté affirmée d'augmenter la participation des étudiants aux coûts tout en gardant un fonctionnement public. Si l'on s'en tient aux informations publiées et aux discussions collectives relatives à ces thèmes, il semble que les universités suisses vont demeurer publiques et que la Confédération ainsi que les Cantons continueront à financer assez largement le système d'enseignement supérieur. Malgré le fait qu'il existe un consensus large sur le sujet, le débat se complique lorsqu'il s'agit des détails et modalités du financement (en particulier lorsqu'on aborde la question à la fois historique et politique de sa répartition entre disciplines, lorsqu'on examine le financement par étudiant, par diplômé, etc.).

5. L'évaluation de l'enseignement

Fréquence Banane : En tant que professeur, considérez vous vendre vos connaissances ?

JCU : Je ne pense pas que les professeurs vendent leurs connaissances. Cependant ils doivent être attentifs aux attentes des étudiants et les systèmes d'évaluation permettent de juger de la qualité de l'enseignement. L'évaluation introduit une certaine pression en vue de satisfaire les « consommateurs ».

Fréquence Banane : Le système d'évaluation est il pris en considération ? On a souvent l'impression que l'on remplit ces feuilles d'évaluation du cours pour rien.

JCU : La perception de beaucoup d'étudiantEs concernant ces évaluations est tronquée car leur utilité n'est pas expliquée[6]. Ces évaluations sont analysée par le rectorat de l'Université ou par le Craft pour l'EPFL. Des analyses statistiques détaillées, ainsi qu'une synthèse globale accompagnée des remarques des étudiantEs, sont ensuite transmises aux professeurs lesquelles obtiennent ainsi une image fidèle de leurs enseignements. Nous sommes invités également à fournir un retour aux étudiantEs, de préférence ceux et celles de la même volée,

sinon à la volée suivante. La synthèse globale comprend des suggestions d'amélioration de certains points de nos enseignements.

Fréquence Banane : Et vous les lisez ?

JCU : Nous les lisons.

Fréquence Banane : Mais vous les lisez consciencieusement ou vous les survolez pour « rigoler » ?

JCU : Les professeurEs prennent ces évaluations très au sérieux. La lecture n'est pas toujours évidente car ces évaluations font souvent ressortir des défauts ou des biais structurels qui sont profondément ancrés dans la personnalité de l'enseignantE. Il faut s'interroger sur la manière de changer ces caractéristiques intrinsèques, ce qui est loin d'être évident. Autrement dit, ces évaluations peuvent conduire à des remises en cause profondes et douloureuses. Une seconde difficulté peut émerger lorsqu'il s'agit d'enseigner des cours nécessitant une forte formalisation et dont le contenu n'est pas toujours évident à transmettre.

Fréquence Banane : et qu'on reproche cette formalisation ...

JCU : Effectivement certains professeurs se voient reprocher le contenu de leur cours et non pas simplement sa forme. Il convient alors de se demander s'il faut changer le contenu même de l'enseignement. Il existe des moyens pédagogiques de rendre la matière plus accessible et moins abstraite. Ils supposent cependant une profonde remise en cause de la part des professeurs. Il faut également souligner le fait que ces évaluations sont prises en compte par les autorités lors du renouvellement des contrats.

Fréquence Banane : Vous pouvez ne pas être accepté à l'université ou ne pas voir renouveler votre contrat à cause de nos évaluations ?

JCU : Le cumul avec certains autres points négatifs peut effectivement avoir des conséquences importantes.

Fréquence Banane : Justement, ne percevez vous pas qu'augmenter l'interaction enseignant-enseigné serait la solution à certains problèmes exprimés dans les évaluations ?

JCU : L'interaction peut être très forte si on le souhaite. Mais elle est aussi très chère. Même dans un cours ex cathedra, avec plusieurs centaines d'étudiants, on peut offrir de l'interaction, mais il s'agit d'un minimum. Le/la professeur(e) peut d'abord être disponible aux questions avant le cours, ceci en arrivant un peu en avance, au tout début du quart d'heure académique. Il/Elle peut également être réceptif(ve) aux questions à la pause, dans un cours de deux heures ou plus. Enfin, beaucoup d'enseignants ne « s'enfuient pas » immédiatement après la fin, et offrent de l'interaction après le cours. Il y a là un espace d'interaction général. Si les étudiants veulent s'en saisir (tous ne veulent pas), l'interaction est possible dans l'immédiateté. Il est vrai qu'à l'intérieur du cours, en particulier dès qu'il est en amphithéâtre, l'interaction est limitée. Mais, les assistants et les professeurs ont des bureaux et sont quand même assez accessibles pour la plupart d'entre eux.

Fréquence Banane : On peut le confirmer en tous cas pour Mr Usunier et d'autres professeurs comme Mr Danthine qui était venu (pour une émission de Fréquence Banane) il y a deux semaines.

JCU : Effectivement l'interaction toujours reste possible. J'ai enseigné souvent dans de petits programmes postgrades, des MBA ou des DEA/DESS de 20 à 30 étudiants. Pourtant je n'avais nullement l'impression d'avoir des interactions considérablement plus fortes qu'à l'Université de Lausanne ou j'ai plutôt des groupes de 100 étudiants. Ces groupes sont composés de personnes que je vois à plusieurs reprises lors de leur scolarité. Je les vois en seconde année, en troisième année et souvent encore en quatrième année. A la troisième fois qu'ils ont choisi mes cours, je repère les individus. Je sais comment ils fonctionnent. Une interaction s'installe donc au fur et à mesure du temps. Le capital de connaissance interpersonnelle existe. Au fond, même si les groupes

en amphithéâtre sont relativement importants, le nombre de cours offerts n'est pas illimité et on retrouve donc les mêmes étudiants trois ou quatre semestres sur trois ans.

Fréquence Banane : Cette interaction « sur le temps » est-elle vraiment la meilleure ?

JCU : L'interaction sur le temps est la meilleure méthode car le professeur qui suit unE étudiantE trois ans de suite voit la personne évoluer sur une période significative. Au début, il le/la voit en amphithéâtre, l'interaction s'installe souvent à l'insu du professeur, dans un relative dissymétrie certes. Par la suite les groupes sont plus petits, et des interactions moins dissymétriques s'installent, à travers le contrôle continu, les projets personnels et les dossiers par petits groupes (3 à 5 étudiants), les stages ou d'autres activités pédagogiques. C'est là qu'on voit la personne évoluer, que l'enseignant(e) commence à mieux comprendre le projet de la personne et que l'interaction porte ses fruits. A moyen terme, aucune interaction ne peut bien fonctionner sans un minimum de connaissance interpersonnelle.

Fréquence Banane : Cette interaction « personnelle » est impossible en premier cycle. Vous semblez vous opposer à l'idée d'un étudiant consommateur. Pourtant lorsque l'on vous écoute attentivement vous avez souligné que les évaluations étaient prises en considération pour « écouter le consommateur» Vous semblez donc accepter l'image d'unE étudiantE consommateur(trice) puisque nos évaluations vous servent à adapter et améliorer votre cours. Si nous n'étions pas des consommateurs, vous n'adapteriez pas votre cours à nos souhaits mais par rapport aux desiderata du programme et de l'institution.

JCU : Non ne j'ai pas l'impression d'assimiler complètement l'étudiantE à un(e) consommateur(trice). Je suis même plutôt opposé à cette idée. Mais je suis obligé de vous faire une concession sur ce point. Il est vrai que nous vivons dans une société où la consommation est omniprésente. On traite tout comme un « produit ». Il n'est donc pas anormal que, par un effet de métaphore et de transposition, l'enseignement, qui ne devrait pas appartenir à la sphère de la consommation, en vienne à être considéré comme faisant partie de la consommation. Parce que, dans nos sociétés, on tend de plus en plus à se définir par la consommation.

Fréquence Banane : Que voulez-vous dire par « se définir par la consommation » ?

JCU : Se définir par la consommation implique que, dans notre société, celui ou celle qui n'accède pas à une certaine consommation minimale, n'existe presque plus. Quelque part il/elle est aux marges. Autrefois, un individu se définissait assez fortement par son statut professionnel, c'est-à-dire à travers ce qu'il ou elle produisait, et son appartenance à une profession une corporation, un métier, ou l'institution qui l'employait. Dans une société où les chômeurs sont nombreux et qui comprend une grande partie d'inactifs, le travail cède en partie la place à la consommation qui devient un élément d'identité important.

Fréquence Banane : vous semblez donc soutenir qu'il s'agit d'une certaine forme de consommation plutôt cachée et non intentionnelle. Vous seriez obligé pour fournir une éducation de qualité, d'écouter ceux et celles qui suivent cet enseignement ...

JCU : En fait le rôle des évaluations est quand même de mettre un peu de pression sur les enseignantEs, professeurEs, professeurEs assistantEs pour que le passage de la matière, la transmission des connaissances, se fassent dans des conditions « correctes ». A peine un demi-siècle en arrière, l'enseignement était encore ultra hiérarchique.

6. Consommation d'éducation, hiérarchie et relation égalitaire

Fréquence Banane : il y avait donc une barrière entre le professeur et l'élève ...

JCU : Sauf exceptions, une considérable barrière, fondé sur une autorité personnelle forte combinée

avec une autorité de rôle qui était disproportionnée, la contestation de l'autorité étant en pratique très difficile[7]. L'évolution vers une diminution de la relation d'autorité ne peut se faire que sur de longues périodes.

Fréquence Banane : Quelle est l'origine de cette évolution vers une relation éducative un peu plus facile où la tension entre professeurE et étudiantE s'est réduite ? Serait-ce la société de consommation ?

JCU : Oui et non : un grand point de rupture dans l'histoire de l'éducation se situe à la fin des années soixante, en particulier avec les événements de mai 1968. Il s'est produit un basculement au cours duquel on est passé, en quelques années, d'un univers traditionnel et hiérarchique dans la relation enseignant/enseigné à un monde beaucoup moins hiérarchique, beaucoup plus égalitaire, beaucoup plus ouvert sur le dialogue et l'explicitation. La demande des étudiants s'affirme de plus en plus comme un souci de voire reconnue une égalité existentielle. C'est-à-dire d'être reconnu par le professeur comme une personne à part entière, autonome et responsable, et non pas comme un sujet inféodé et obéissant. La demande d'interaction est aussi destinée à installer un processus de dialogue permettant de tester cette égalité existentielle profonde. Pour unE etudiantE c'est un mécanisme très structurant car il rassure la personne sur ses capacités et augmente la confiance en soi. Il faut qu'unE professeurE réponde à ces demandes aussi souvent que possible. Mais ils/elles ne peuvent pas le faire de façon permanente, car il s'agit essentiellement d'une interaction individualisée et les professeurEs ont aussi des contenus à faire passer et un groupe entier dont ils doivent s'occuper.

Fréquence Banane : En premier cycle, il arrive que ce soit le professeur qui se plaigne du manque d'interaction avec les étudiants. Certains professeurs demandent pour leur cours plus de classes et moins d'effectifs. En tant qu'étudiantEs, nous le souhaitons aussi. Le cours parfait pour l'étudiant, c'est un cours qui se passe comme aux Etats-Unis, comme ceux que l'on voit dans les films, avec beaucoup d'interaction avec le professeur, lequel se promène dans une petite classe, nous parle et s'adresse à chacun par son prénom et en tutoyant.

JCU : Je répète l'Etat de Vaud et le Rectorat de l'Université font des efforts très significatifs en vue d'améliorer l'interaction en situation pédagogique. En particulier une importante partie des créations de postes sont destinées à améliorer le taux d'encadrement. De nouveaux postes sont destinés à réduire l'enseignement en amphithéâtre. Par exemple, le cours de Principes de Marketing va être dédoublé l'année prochaine. Il y aura donc deux cours en parallèle avec un peu plus de 100 étudiants. On peut espérer, avec l'ajout d'un certain nombre de systèmes d'enseignement on-line, améliorer l'interactivité à un coût raisonnable. Mais j'ai l'impression que votre souhait est un peu différent. Il me semble exprimer surtout une demande de proximité forte dans la relation enseignant-enseigné, comme celle que vous avez au gymnase, un rapport un peu plus à l'anglo saxonne. En enseignant aux Etats-Unis ou en Irlande, j'appelais les étudiants par leur prénom et je leur disais « you » (non pas « tu », le « thou » disparu, mais un vous très adouci, reconnaissant clairement l'égalité existentielle). Il est vrai que ce n'est pas tout à fait le même mode de rapport qu'en Europe surtout en pays francophone, le français étant une langue assez distante. A cause du recours généralisé du vous, et de l'usage du prénom et du tutoiement exclusivement pour les relations proches et amicales, il est difficile avec la langue française de créer cette impression de proximité. Vous êtes pourtant très demandeurs de proximité relationnelle, bien autant que d'interaction au sens strict...

Fréquence Banane : (interaction) qu'on a au gymnase justement et que l'on aimerait bien retrouver dans l'enseignement supérieur.

7. Apprentissage, effectifs, anonymat et interactivité

JCU : C'est un point apparemment très important en premier cycle. D'après une étude de Jean Louis Ricci (Craft, EPFL) publiée récemment, un des grands problèmes des étudiants de première année à l'EPFL est le passage du gymnase, où ils sont en petit groupes et très pris en charge, au premier cycle universitaire où ils sont en quelque sorte « lâchés dans la nature », au sein de groupes nombreux et anonymes. Mais il s'agit aussi quelque part de l'apprentissage de l'autonomie. Que ce soit à l'université ou à l'EPFL, l'ex-gymnasien(ne) va se trouver en début de premier cycle face à une dose incroyable d'autonomie. Cela peut faire un peu peur. Mais ce processus douloureux a aussi d'énormes vertus éducatives (savoir agir de soi-même, fixer des priorités, planifier, assumer ses choix).

Fréquence Banane : Peut-on parler d'autonomie, lorsque la demande l'étudiant est que l'enseignant, lorsqu'il nous regarde, connaisse notre prénom, que l'on ne nous assimile pas à une tête parmi tant d'autres ou à un simple chiffre qui va rédiger à la fin de l'année sa copie que l'enseignantE corrigera dans l'anonymat. C'est cette réalité là que souhaiterait l'étudiant.

JCU : Oui mais il est difficile avec 400 élèves de retenir 400 prénoms. Le fait de connaître les noms et prénoms de plusieurs centaines d'étudiants se heurte à des contraintes de mémorisation. Même si unE enseignantE voulait retenir 100 noms, ce ne serait pas évident et, en outre, tout dépendrait du talent qu'il/elle a à mémoriser les noms. A titre d'exemple, j'ai une bonne capacité à retenir les noms de famille mais un talent faible pour retenir les prénoms. S'il fallait donc appeler chaque étudiantE par son prénom, j'aurai beaucoup de mal. Je suis convaincu que ce serait tout aussi difficile pour la plupart de mes collègues.

Fréquence Banane : C'est sûr. En fait le problème ne semble pas forcément venir du professeur, mais plutôt de l'effectif. Est-ce vraiment impossible de réduire les effectifs ?

JCU : Pour faire des petits groupes de 30 à partir d'un système pédagogique qui traite par exemple 270 étudiants dans un seul cours amphithéâtre, il faudrait multiplier le nombre de cours par neuf. Il faut donc trouver neuf enseignants à la place d'un seul. Cela pourrait s'avérer extraordinairement coûteux pour la collectivité qui finance.

Fréquence Banane : ou 9 périodes pour l'enseignant tout seul ...

JCU : ... ou neuf fois le même cours pour l'enseignantE, exact. Neuf cours pour l'enseignantE, au lieu d'un seul, le fait passer de deux heures par semaine à dix huit. Il/elle ne peut plus faire de recherche. Or unE enseignantE du supérieur doit faire de la recherche. Il/elle ne peut plus participer à l'administration de sa faculté alors que cela fait partie de ses missions. Il/elle ne peut plus faire de publications, ne peut plus écrire de livres, et doit également renoncer à participer à des conférences académiques, à faire des lectures anonymes d'articles pour des revues scientifiques internationales, etc. Il/elle change donc complètement de métier.

Fréquence Banane : mais les étudiantEs vous aideront à rechercher...

JCU : Ils est possible qu'ils apportent un appui partiel, par exemple en ayant un contrat d'assistant de recherche. Mais ils ne peuvent pas aider de façon illimitée (ce n'est d'ailleurs pas leur rôle). Il semble quand même très difficile de faire enseigner dix huit heures à un enseignant du supérieur, surtout s'il doit répéter neuf fois le même cours. C'est même impossible, si l'on songe à l'effet destructeur et démotivant de ce travail ultra-répétitif. Le professeur qui enseigne maintenant sept heures par semaine, s'il doit multiplier par neuf, fera soixante trois heures. Une semaine comprenant 168h en tout et pour tout, il resterait 105 heures pour dormir, manger et faire de la recherche et des publications. Ce serait dur !

Fréquence Bnane : donc la solution serait neuf enseignants à la place d'un seul ...

JCU : la solution retenue est souvent, que les assistantEs coachéEs par le ou la professeurE font des séances d'exercices, de travaux dirigés, qui permettent de construire l'interaction avec l'étudiant, d'apporter une aide personnalisée, etc. Cela se fait dans certaines matières. Il s'agit donc d'une des principales réactions du système pour augmenter l'interactivité et offrir un enseignement plus personnalisé.

Fréquence Banane : Mais on va quand même vers un système qui prône l'interaction car elle est fortement demandée par les étudiants. Il nous semble que la plupart des remarques dans les évaluations porte sur l'insuffisance d'interaction ? Est-ce le cas ?

JCU : Non ce n'est pas vraiment le cas. Il semble qu'une des remarques principales des étudiants porte sur l'information insuffisante qu'ils reçoivent quant à la manière dont ils seront évalués à l'examen final. Mais pour revenir à votre question sur l'augmentation de l'interaction. Avec le processus de Bologne, nous allons vers le Bachelor et le Master. Dans les Masters, nous pourront offrir un assez bon niveau d'interactivité. En revanche, il est probable que ce sera plus difficile pour les Bachelors. Nous nous y essaierons, en particulier en développant des systèmes pédagogiques avec du tutorat, plus d'enseignements on-line, éventuellement appuyé sur un système d'interaction avec les professeurEs et leurs assistantEs. Mais il est sûr que si on en reste strictement aux moyens actuels, nous pourrons au mieux traiter les étudiants des premières et deuxièmes années de Bachelor par groupes d'environ 120 dans des facultés comme HEC, SSP, ou Lettres. Nous pourrons peut être faire un peu mieux en troisième année de Bachelor. Mais des miracles à court terme ne sont pas à attendre.

8. Le mythe des universités américaines

Fréquence Banane : Il y a quand même une certaine image de l'éducation américaine que l'on se forme par les séries télévisées que l'on voit partout surtout lorsque l'on est fervent des séries type *Friends* etc. On voit une image de l'enseignement comme dans le *Prince de Bel Air* où Will Smith rentre dans la classe et veut absolument le cours de philosophie parce que le professeur parle comme Al Capone ... C'est idyllique même si c'est un peu utopiste ...

JCU : C'est un peu idyllique et de toute façon ça coûte très cher. La question se pose de la façon suivante : les Etats-Unis dépensent pour l'enseignement supérieur trois fois plus que l'Europe en pourcentage de leur PIB. Pourquoi consentent-ils une pareille dépense ? Essentiellement, parce que leur enseignement primaire et secondaire n'est pas d'une qualité extraordinaire (euphémisme). Il font donc confiance à l'enseignement supérieur pour tenter de redresser la barre. Ce qu'il fait assez bien, mais au prix de ressources considérablement supérieures à celles consacrées en Europe (où en revanche la qualité moyenne de la formation donnée dans le primaire et le secondaire est bonne).

Fréquence Banane : Tout porte à croire que le système américain génère plus d'élites étudiantes. Peut-être parce qu'on entend toujours parler des universités les plus prestigieuses comme Harvard ou Stanford. On a l'impression d'être tout petits à côté d'eux ...

JCU : Les universités européennes ne sont ni si petites ni si faibles qu'il paraît. C'est surtout l'écart type qui est différent aux Etats-Unis, entre universités élitistes de haut niveau, publiques et privées, et petites universités modestes. Les centaines d'universités que comptent les cinquante Etats américains vont depuis les ultra-prestigieuses, Harvard, Stanford, Yale, ou Princeton, pour n'en citer que quelques unes, jusqu'aux petites universités modestes en niveau (par exemple Pepperdine University à Malibu en Californie, très belle université au demeurant). Mais il existe beaucoup d'universités américaines, bien dotées en moyens matériels, dont le niveau n'est quand même pas extraordinaire. Et donc, aux Etats Unis, l'écart de niveau entre universités prestigieuses et universités modestes est très considérable. En Europe, l'homogénéité est forte et l'écart de

niveau est sensiblement plus faible qu'aux Etats-Unis. L'Europe dispose essentiellement d'universités publiques qui, même s'il existe des différences significative de qualité, ont une fourchette de niveau plus serrée qu'Outre Atlantique.

Fréquence Banane : Par exemple, des étudiantEs en HEC à l'Université Lausanne peuvent-ils quand même postuler en concurrence d'anciens élèves de Harvard ou Stanford ? Ou alors on doit rougir à côté d'eux ? Ou peut-on penser que nous avons dix ans de retard sur eux comme certains le disent ? Ce décalage est-il une vérité ou est-ce une hérésie ?

JCU : Non ce n'est pas une hérésie. Je ne suis pas sûr qu'il faille faire une comparaison comme celle la ; lorsqu'on se promène sur le campus de Stanford (par exemple) on voit qu'il y a des moyens considérables. En comparaison mondiale, le site lausannois est pourtant loin d'avoir des moyens ridicules (par rapport à la moyenne mondiale, pas par rapport aux universités les mieux dotées). Quand on compare à des universités brésiliennes ou d'autres pays du monde comme la Mauritanie par exemple, les moyens dont nous disposons sont excellents.

Fréquence Banane : vous allez quand même chercher assez loin la comparaison !

JCU : Je vais chercher loin mais la Mauritanie fait partie de notre monde global. Elle a une seule université qui a été créée depuis à peine quinze ans et qui a des moyens très, très modestes. Il faut quand même être raisonnable dans les comparaisons que l'on fait. Je crois qu'il ne faut pas avoir de complexe exagéré, ni dans le sens de la supériorité, ni dans celui de l'infériorité.

Fréquence Banane : La qualité de l'enseignement supérieur en Suisse est quand même quasiment équivalente à celle offerte aux Etats-Unis ?

JCU : Oui, mais la grande différence porte sur les moyens. Lors d'un séjour de professeur visitant dans une business school américaine de la côte ouest, j'ai vu un généreux donateur qui avait donné 5 millions de dollars soit environ 7 millions de francs. C'était un homme de 70 ans qui avait fait sa fortune dans la production cinématographique. Certains de ses enfants avaient fait leurs études dans la faculté. Il donnait 5 millions de dollars et on l'a reçu pour le célébrer un petit peu avec des flûtes de champagne en plastique. Pourquoi cela ? Parce qu'un autre généreux contributeur avait carrément donné 15 millions de dollars, et donc la *Business School* avait reçu 15 millions de dollars et l'Ecole avait pris le nom de la personne qui avait donné l'argent (pour le donateur à 5 millions, une placette avait reçu son nom).

Fréquence Banane : Ce système est d'ailleurs généralisé dans tous les domaines aux Etats-Unis puisque que même les stades de football prennent le nom des donateurs ...

JCU : Cela permet le financement par des donations, appuyées et favorisées par le système fiscal américain. Cela draine effectivement d'importantes ressources venant de généreux donateurs et donatrices qui sont des contributions désintéressées. C'est-à-dire que ceux qui font des donations, le font de manière vraiment gratuite et sans contrepartie (si ce n'est la mention de leur nom).

Fréquence Banane : Mais ce système n'existe-t-il pas par exemple avec l'Institut FAME et la recherche en finance à HEC ...

JCU : Fort heureusement, en Suisse il y a un système de fondation. FAME est une fondation avec un fonds initial de 20 millions de francs. Mais c'est un cas un peu isolé. Si cela existait à plus grande échelle, ce serait encore mieux. C'est-à-dire si à la limite on mettait en place des systèmes qui permettent à des donateurs privés de donner à l'université de quoi vivre. Par ailleurs, on se sert sur les revenus du fonds (de la fondation) et dans l'époque actuelle, ils sont plutôt faibles et souvent négatifs.

Fréquence Banane : Un système de donation comme celui en vigueur aux Etats-Unis est-il en vue en Suisse ?

JCU : A ma connaissance non ; je n'ai pas d'idée si ce système est même discuté.

Fréquence Banane : Donc finalement en Europe on pourrait penser qu'on a la même éducation qu'aux Etats-Unis. Il n'y aurait que les moyens qui diffèrent. Quand vous parlez de budget, je pense que le budget de HEC Lausanne est quand même élevé par rapport à la plupart des universités européennes : Est ce le cas ? Et en comparaison avec une université type aux Etats-Unis, les universités qui prônent normalement une éducation du même niveau, donc de type Stanford ou Harvard. Auriez vous un ordre d'idée, même approximatif, de comparaison entre le budget d'HEC Lausanne par rapport à celui des *Business Schools* de Stanford ou Harvard..

JCU : A HEC Lausanne, le coût par étudiant est faible, le coût direct moyen par étudiant est à peu près de 10'000 CHF. En coût complet, c'est-à-dire avec les frais au niveau de l'université, il est d'environ quinze mille francs par an. Dans les grandes universités Américaines, au niveau d'un programme de Master, le coût complet est aisément 4 à 5 fois supérieur. Nous ne sommes pas du tout dans les mêmes structures de dépense. Le service informatique d'une business school comprendra typiquement 15 à 20 personnes alors qu'en Europe, ce sont le plus souvent deux personnes à temps plein. Forcément, il ne peut pas s'agir de la même structure de service aux étudiants. Nous réalisons, à Lausanne, mais aussi dans beaucoup de grandes places universitaires européenne, un véritable tour de force en réussissant à dispenser une éducation supérieure dont la qualité n'est pas significativement inférieure à celle des Etats-Unis malgré la relative faiblesse des ressources hors fonds publics. Si la qualité de l'éducation est évidemment liée à des données budgétaires, elle ne se mesure pas et ne se résume quand même pas uniquement et complètement au budget.

Fréquence Banane : nous voulions justement parler du système éducatif américain. Quel est le vrai système éducatif Américain ? Correspond-il à l'image que nous en présente Will Smith en allant dans son cours de philosophie ou cette représentation est-elle assez marginale ?

JCU : Bien que n'étant pas un expert du système américain d'enseignement supérieur, je peux le présenter tel que je le vois. En premier, il ne semble pas tout à fait comme on nous le présente dans les films. Les films américains, qui comportent des scénarios liés à l'enseignement, nous présentent toujours un apprenant idéal. Il s'agit d'une personne qui vient chercher les connaissances avec un enthousiasme débordant et trouve des enseignants géniaux qui savent générer un enthousiasme exceptionnel. Le portrait est, comme il est d'usage dans la production culturelle américaine, très superlatif, très dans le « black and white » : les enseignants sont très bons (et très sympathiques) ou très mauvais (et de totales peaux de vache). La nuance n'y trouve pas son compte. Les contraintes du monde réels sont néanmoins les mêmes des deux côtés de l'Atlantique. L'enseignement moyen ne soulève pas forcément l'enthousiasme au quotidien. Certes l'enthousiasme existe forcément, et il est bien humainement pour un enseignant de savoir le susciter, mais on ne vit pas au sommet du pic de l'excitation vingt quatre heures sur vingt quatre. A part quand on est Robin Williams, mais tout le monde n'est pas Robin Williams. En outre, cet acteur n'est pas un enseignant réel. Il répète les textes qu'on lui a préparé, certes avec talent. La seule vraie différence de fonds du système Américain d'enseignement supérieur par rapport à l'Europe, c'est le coût important des études pour l'étudiant ou sa famille. Les *tuition fees* sont élevés, même dans les universités publiques. C'est surtout un système où l'usager paye plus, beaucoup plus qu'en Europe. De ce fait, les parents de futurs étudiants aux Etats-Unis doivent accumuler de l'épargne en vue de payer les périodes d'études supérieures de leurs rejetons. C'est une dépense considérable, surtout s'il s'agit d'universités privées prestigieuses. La dépense de la famille, au moment où les enfants arrivent à l'âge de l'enseignement supérieur, peut s'élever entre 25'000 et 40'000 dollars par an par étudiantE et

aller au delà de 60'000 dollars par an s'il s'agit d'une université privée prestigieuse. Le résultat est clair : souvent des familles ne peuvent pas payer l'éducation supérieur de tout ou partie de leurs enfants. Le système n'est pourtant pas si mal fait que ça, et les étudiants peuvent participer au financement de leurs études en travaillant à côté, en empruntant auprès des banques. Le système s'ajuste mais, au plan collectif, il est remarquablement coûteux.

9. Une université sans étudiants ?

Fréquence Banane : Ces débats sur l'étudiant consommateur rappellent une remarque faite par un enseignant du supérieur en France, suivant laquelle : « L'université de rêve pour l'enseignant est une université sans étudiant ». Que pensez vous de cette remarque, qui en soi est choquante, puisque l'étudiantE se demande à quoi elle ou il sert dans un tel système ?

JCU : Je vous remercie de me poser cette question. Cette remarque est évidemment et simplement monstrueuse. L'étudiantE est le « bread and butter » de l'enseignant du supérieur. Sans étudiantEs, L'enseignantE n'existerait pas. Si les amphithéâtres sont vides, l'université n'existe pas. Et c'est même le plaisir de l'EnseignantE d'avoir des étudiantEs et d'aller leur parler. Cette remarque montre malheureusement que certains enseignants du supérieur vivent l'enseignement comme une purge et, à la lisière, développent un véritable rejet de l'étudiantE en tant que gêneur/se. On ne peut pas sous-estimer la difficulté à faire coexister de façon harmonieuse les motivations de recherche et l'intérêt pour l'enseignement.

Fréquence Banane : On l'a interrogé sur le pourquoi de cette assertion. Pour lui, dans le système français où les universités sont publiques, la recherche est insuffisamment dotée sur le plan financier. Comme son seul intérêt est la recherche et qu'aller en cours ne lui apporte rien pour sa recherche, il prône donc une université privée.

JCU : Une vision générale, qui s'oppose à ces remarques et à leur justification, prône que l'enseignement supérieur est fondé à la fois sur la recherche (en tant que *développement* de la connaissance) et sur l'enseignement (en tant que *transmission* de la connaissance). Les deux activités sont très intimement liées. En situation pédagogique, il est fréquent que le/la professeurE explique les thèmes sur lesquels est fondée sa recherche, et, dans le processus même de cette explicitation, de nouvelles idées jaillissent. Transmission et développement de la connaissance sont en quelque sorte inséparables. Autrement dit, l'université sans étudiantEs serait une université dont la recherche serait considérablement appauvrie et diminuée. Les étudiantEs vont évoluer dans les cursus, vont ensuite faire des mémoires de recherche. Ils ont donc une contribution propre à la recherche. Eventuellement, certainEs prépareront un programme postgrade, deviendront assistantEs puis soutiendrons une thèse. Déjà, quand unE étudiantE de licence devient assistantE-étudiantEs il participe à certains travaux de recherche. Il n'existe donc aucune opposition radicale entre les intérêts des enseignants et ceux des les étudiants, mais au contraire une véritable nécessité de coopération, puisque les professeurEs ne peuvent pas exister sans les étudiantEs.

Fréquence Banane : Cela rejoint donc l'idée que vous aviez exprimée sur le thème des neuf périodes de deux heures d'enseignement. Nous pouvons vous aider à rechercher !

JCU : Oui d'accord ce sur point. Mais pour le reste, moi j'aime (égoïstement certes) avoir un public large et je préfère enseigner deux heures à 280 étudiantEs que dix huit heures à 30 étudiantEs.

Fréquence Banane : En votre qualité de professeur ayant enseigné dans des systèmes différents, quel serait selon vous le meilleur système d'enseignement supérieur ? Et lequel serait aussi bien pour l'étudiant que pour l'enseignant ?

JCU : Ce que je vais vous dire va peut-être vous décevoir, mais pour moi le meilleur système, c'est pratiquement celui que je vis à l'université de Lausanne pour l'instant.

Fréquence Banane : Pourquoi ?

JCU : Parce que l'étudiantE y a beaucoup de liberté et qu'elle/il en use d'une manière qui est positive parce que personnelle. Un certain nombre de moyens éducatifs sont mis à la disposition des apprenants, puis ils en usent au sein d'un processus idiosyncrasique d'auto-apprentissage. Nous utilisons en plus la pédagogie on-line, l'enseignement virtuel etc. Les assistants exercent une importante mission d'accompagnement et d'augmentation de l'interactivité. C'est vrai qu'on peut diminuer la taille des groupes etc. Mais je crois que le système que je vois en vigueur à Lausanne a de grandes qualités pour le développement de la personne et de son d'autonomie. Les étudiantEs ne sont pas de purs consommateurs passifs, des adeptes de la société de consommation, mais globalement, ils sont acteurs de leur propre formation. Ils vont choisir leur cours. Ils vont décider d'y aller ou de ne pas y aller, de mettre l'accent sur telle et telle matière, de se construire un cursus cohérent avec leur projet personnel. Pour moi cette liberté a une énorme valeur. En fait les étudiantEs sont les vrais acteurs de la formation, puisqu'ils font les choix définitifs sur leur devenir. Nous sommes plutôt des personnes-ressources qui sont mises à leur disposition.

Fréquence Banane : Alors, comme l'avait si bien dit notre Doyen Mr Bergmann, « l'enseignement est là justement pour être guidé par l'élève qui va lui demander ce que il/elle veut savoir » Et il avait donné l'exemple magnifique d'un professeur de l'université Harvard, qui rentre dans la salle de cours et qui demande aux étudiantEs d'entrée de jeu ce qu'ils veulent apprendre. Les étudiantEs restent interloqués et ne répondent rien, étonnés qu'ils sont par cette question liminaire. Puis, après quelques minutes sans réponse, il se lève et quitte la salle de classe en disant « mon bureau c'est le numéro XYZ ; appelez moi quand vous voulez savoir quelque chose ». Pensez-vous que cette image là soit assez proche de ce qui se passe à Lausanne.

JCU : Pas tout à fait. Peut-être même pas du tout. Pour moi, les étudiantEs, lorsqu'ils ont décidé de rentrer dans la salle, arrivent avec des attentes. Ces attentes, il faut les comprendre et tenter au mieux de les satisfaire. Ce processus d'explicitation des attentes est progressif, incrémental et permanent. C'est une illusion de croire qu'on peut de but en blanc interroger les étudiantEs et qu'ils vont pouvoir d'entrée de jeu expliciter leurs attentes vis-à-vis d'une matière qu'ils ne connaissent pas encore. En outre, je ne raisonne pas au niveau d'un cours particulier. Au sein d'un corps professoral, nous ne sommes pas des enseignants complètement isolés les uns des autres. Ensemble nous construisons un cursus. Nous sommes comme une galerie de portraits, où il y aurait une série d'individus différents mais qui font partie d'une même famille. Certains sont plus émotifs d'autres plus rationnels. UnE professeurE de Finance est plus rationnel(le) qu'unE professeurE de Marketing, qui mettra plus l'accent sur les côtés subjectifs et perceptuels. Un corps professoral représente une diversité de portraits, une mosaïque des figures, et des façons d'être qu'on va trouver dans la vie professionnelle et aussi dans la vie tout court. Implicitement nous formons donc déjà une collectivité. En outre, nous discutons ensemble des cursus dans les conseils d'école, les conseils de facultés et les départements. En réalité, nous ne sommes pas si isolés que cela. C'est dire que nous contribuons beaucoup plus qu'il n'y paraît à une formation collective alors que l'apparence se structure très fortement autour de notre prestation dans une salle de classe. Notre performance pédagogique est certes une chose importante, mais la cohérence du cursus, les choix fait par les étudiants, la qualité globale de l'ensemble du système (y compris les examens, la notation, la sélection et l'orientation) comptent aussi beaucoup. A ce titre, le travail des professeurEs constitue également une prestation collective.

Fréquence Banane : Donc le professeur Usunier indique que le meilleur système éducatif se trouve à l'université de Lausanne.

JCU : Disons que c'était à titre provocateur. Mais j'ai enseigné dans une dizaine de pays très différents, en tant que professeur visitant. J'ai enseigné en Allemagne, au Brésil, au Canada, au Japon, au Danemark, en Finlande, au Portugal, en Irlande, en Bulgarie, aux Etats-Unis, en France et en Suisse. J'ai donc une base de comparaison. L'EPFL et l'UNIL offrent des prestations qui sont quand même très satisfaisantes pour les étudiants même s'il reste toujours des points d'améliorations possibles. D'ailleurs aussi bien les enquêtes SwissUp que nos enquêtes d'évaluation interne montrent une satisfaction moyenne élevée.

Fréquence Banane : Pour l'étudiant **et** pour l'enseignant ? Où vous êtes vous senti le mieux, et le plus «utilisé», si l'on peut parler en ces termes ?

JCU : le plus intelligemment « utilisé », probablement ici, à l'Université de Lausanne.

Fréquence Banane : Probablement ici. Donc d'après vous cela reste, pour l'étudiant **et** pour l'enseignant, et à l'heure actuelle, le meilleur système auquel vous ayez participé ?

JCU : Une indication empirique est liée aux départs vers d'autres universités: les enseignantEs s'en vont-ils en masse ? Les indicateurs montrent qu'ils ne quittent pas massivement, et que la principale raison de départ reste l'arrivée de l'âge de la retraite.

Fréquence Banane : c'est grâce au Lac Leman ...

JCU : peut-être ... il y en a même qui arrivent !

10. Commentaires

Le premier commentaire sur la discussion qui précède porte sur la puissance de l'imaginaire lié aux universités américaines. Il est au delà de toute vision raisonnable des choses. Il est doublement renforcé, d'une part par les médias, d'autre part par la production cinématographique nord-américaine (depuis *Le Lauréat*) qui présente le plus souvent une atmosphère « campus », libre et épanouissante. La réalité est un peu différente. Quant aux médias ils ont les yeux rivés sur les meilleures universités américaines et non pas sur l'ensemble du système. D'où les appels à la concurrence, à l'excellence, et à s'aligner sur « les plus prestigieuses écoles ». Ces institutions, souvent privées et toujours chères, n'attirent pourtant pas que les meilleurs étudiants, loin de là. Logiquement, les meilleurs cerveaux n'ont pas toujours les moyens de se payer ces « top schools ». C'est donc un équilibre subtil qui se met en place où des étudiants venant de familles aisées (pas nécessairement des imbéciles, mais pas vraiment des génies) surfinancent le système pour qu'il puisse offrir des bourses aux individus talentueux mais impécunieux. Il n'est pas rare qu'une très généreuse donation vienne alimenter le fonds déjà considérable d'une université prestigieuse comme Harvard ou Stanford, en échange de l'admission d'un rejeton qui, s'il n'était pas membre de cette riche famille donatrice, n'aurait que peu de chances d'être accepté.

Le deuxième axe de commentaire porte sur la demande d'égalité. Elle correspond au refus – désormais bien établi - d'une hiérarchie jugée comme peu propice à la qualité de l'apprentissage. L'étudiantE souhaite être traité(e), non pas de façon familière, mais d'une manière qui reconnaît implicitement l'égalité existentielle enseignant-enseigné. Beaucoup d'étudiantEs vivent d'ailleurs l'évaluation des enseignants comme une pure affirmation symbolique de l'équivalence de traitement : puisqu'ils nous évaluent, nous les évaluons aussi. Cela pose relativement peu de problèmes jusqu'aux examens qui, par leur principe même et par pure nécessité, nient l'égalité de pouvoir. D'où l'incompréhension croissante de nombreux étudiants vis-à-vis de leurs résultats d'examens, qu'ils se jugent souvent mieux à même d'évaluer que leurs correcteurs.

11. Quelques points de repères sur la question du «marché de l'enseignement supérieur» et de «l'étudiant-consommateur»

La gratuité des études est un principe solidement établi depuis plusieurs siècles. Revenons à Jacques Le Goff qui explique comme s'est imposé le principe de la gratuité des études (1985, pp. 106-107) : « L'Eglise et plus spécialement la Papauté se fit un devoir de régler ce problème. Elle proclama un principe : la gratuité de l'enseignement. La plus légitime des raisons qui motivait sa position était la volonté d'assurer l'enseignement aux étudiants pauvres. Une autre, qui relevait d'un état d'esprit archaïque et se référait à la période où il n'y avait d'enseignement proprement religieux, prétendait que la science était don de Dieu et qu'elle ne pouvait par conséquent se vendre sous peine de simonie ; et que l'enseignement faisait partie intégrante du ministère (*officium*) du clerc. Saint Bernard avait dénoncé les gains des maîtres comme profit honteux (*turpis quoestus*) dans un texte célèbre.

La Papauté décréta ainsi toute une série de mesures. Dès le troisième concile de Latran de 1179 le pape Alexandre III proclamait le principe de la gratuité de l'enseignement et de nombreux rappels de cette décision furent faits par ses successeurs."

Pourtant on perçoit bien de la discussion qui précède (et parfois de l'ambiguïté même de mes propos), que la question de la consommation d'éducation, de la sphère marchande, et du prix des études se posent avec une acuité accrue au début du 21ème siècle. Ce ne sont plus quelques milliers d'étudiants du Moyen-Age qui sont en cause, mais des classes d'âge entières dans des sociétés plus nombreuses et plus complexes. Il faut alors distinguer entre marché et prix, les deux questions pouvant être dissociées, lorsque l'on paie un prix pour un service non marchand par exemple.

Un marché est un «lieu» d'échange entre offreurs et demandeurs où des objets (ou prestations de service) sont échangés contre la remise d'un prix. Un mode d'allocation des ressources par le marché (prix) est souvent opposé à un mode de régulation hiérarchique (l'autorité décide de l'allocation des ressources) et à un mode de régulation par la pénurie (file d'attente, numerus clausus). A divers degrés, l'institution universitaire utilise les trois.

L'introduction d'une dimension marchande dans l'enseignement supérieur comprend en fait plusieurs sous-dimensions, la question de la gratuité n'en étant qu'un aspect important, mais pas exclusif.

- La marchandisation de l'éducation : l'éducation est-elle considérée comme une marchandise, standardisée, comparable d'un offreur à l'autre et faisant partie de la «sphère marchande», c'est-à-dire de ce qui peut s'acheter contre argent. On remarquera que cela pose la question de la nature de «l'objet» : formation ou diplôme. Cette vision oppose l'enseignement supérieur en tant que bien public à sa conception en tant que bien privé. Elle est liée aussi assez directement aux procédures d'accréditation, destinées, entre autres, à augmenter la comparabilité des offres. De ce point de vue, il est clair que l'accréditation est une des composantes clés de la marchandisation de l'enseignement supérieur.
- La capacité des offreurs à se comporter en commerçants, y compris en adoptant des formes juridiques commerciales (sociétés commerciales, cotation en bourse comme il est proposé par le Manifeste pour une Suisse active sur le Marché de la Formation), en organisant des activités promotionnelles (publicité, offres spéciales, ...), etc.
- La disposition des demandeurs à s'acquitter de tout ou partie d'un prix permettant de financer l'activité des offreurs. Même en situation de bien public, il paraît légitime que l'étudiant s'acquitte d'une fraction, même minime, du coût de ses études. En situation de bien privé, différents systèmes (prêts,

bourses, ...) peuvent permettre de rendre le prix plus supportable. Le problème de la participation aux frais ne peut donc se réduire de manière simpliste à l'introduction d'une dimension marchande dans l'enseignement supérieur. C'est un point très important, sur lequel la confusion est constante.

- La «mise en marché» des offreurs de base eux-mêmes, c'est-à-dire les professeurs, dont la rémunération et/ou la promotion peuvent être liées à différents indicateurs de succès et de performance quantitative et qualitative, en termes d'étudiants inscrits, de nombre de crédits produits, de niveau général de satisfaction ... ou encore de nombre de diplômés.

Bien qu'étant encore assez fondamentalement dans un système non marchand, l'enseignement à l'Université de Lausanne tend à adopter, sélectivement et prudemment, certaines des caractéristiques marchandes citées ci-dessus. L'enseignement supérieur est par nature un domaine complexe, ambigu et pluriel : l'étudiant investit dans sa future carrière, et de ce point de vue on pourrait considérer la formation comme un bien privé. En même temps, les Hautes Ecoles entretiennent et développent le stock de savoirs, transmettent la connaissance et contribuent à l'amélioration générale des aptitudes. Elles ont un impact plus général sur la société, y compris par la critique et la suggestion, qui relèvent plus du bien public. Il est donc prudent d'éviter l'utilisation abusive d'un vocabulaire propre à la sphère marchande (marché, prix, consommation, vente, ...) qui risque de rendre plus confuses les décisions à prendre concernant le financement de l'enseignement supérieur.

BIBLIOGRAPHIE

Edics (2002), *Manifeste pour une Suisse plus active dans les marchés internationaux de la formation*, rédigé par Anne Frei et Jean-Daniel Borgeaud, publié par le magazine *Bilan*, mi-décembre 2002.

L'Auditoire (2003), « Le G8 « libéralise » aussi la Formation, », *L'Auditoire*, n°153, mai 2003, pp. 21-24.

Legoff, Jacques (1985), *Les Intellectuels au Moyen Age* , Paris, Editions du Seuil, 1957, 11ème édition, 1985.

NOTES

1 Emission sur *Fréquence Banane* le Vendredi 13 Décembre 2002 de 18h à 19h. Les participants sont Grégory Pépin (2ème année HEC Lausanne), Jacouba Mouanfon-Ngouh (2ème année HEC Lausanne), tous deux animateurs de l'émission sur *Fréquence Banane* et Jean-Claude Usunier (professeur, HEC Lausanne et Président de la Commission de l'Enseignement de l'Université de Lausanne). Le thème central de l'émission est « l'étudiant est il consommateur d'éducation ?». L'auteur remercie Grégory Pépin et Bruno Kocher pour leur assistance précieuse lors de la transcription textuelle de cette émission.

2 Cf. Les différentes prises de positions du journal *L'Auditoire* en 2003 et les interviews du Recteur Jean-Marc Rapp et du Président de l'EPFL, Patrick Aebischer, dans l'article de l'Hebdo intitulé « Et si les étudiants payaient eux-mêmes leurs études ? », 1er mai 2003, pp. 20-25

3 De manière assez révélatrice, on appelle souvent l'enseignant du supérieur aux Etats-Unis « instructor », ce qui souligne un accent moins fort qu'en Europe sur le statut du professeur.

4 On peut noter au passage que tous les systèmes qui encadrent beaucoup l'étudiantE ne font pas un pari très positif sur son autonomie. Ils reconnaissent plutôt son besoin de stimulation et préfèrent une régulation externe du processus d'apprentissage plutôt qu'une régulation interne.

5 A condition évidemment que l'Etat ne diminue pas sa part de financement en stricte compensation de la participation de l'usager, ce qui serait plutôt négatif.

6 La Commission de l'Enseignement, dans une séance de la mi-janvier 2003 a invité les représentants des étudiants des différentes facultés à exprimer leurs attentes vis-à-vis de l'enseignement. Il est frappant de voir à quel point l'utilité de l'évaluation des enseignements reste relativement mal comprise par les étudiants.

7 Lorsque j'étais un élève de huit ans à l'Ecole Primaire, en France, je me souviens d'une gifle retentissante, que je reçus de l'instituteur qui se trouvait être également directeur de l'Ecole. J'avais fait une faute d'orthographe dans la dictée, et en pas-